N° 400534

M. A...

1^{ère} chambre jugeant seule

Séance du 24 mars 2017

Lecture du 26 avril 2017

CONCLUSIONS

M. Jean LESSI, rapporteur public

Le tribunal administratif de Lyon vous a transmis la requête de M. A..., administrateur du RSI Alpes, tendant à l'annulation pour excès de pouvoir du décret n° 2016-171 du 18 février 2016 recomposant substantiellement la carte des caisses de base du RSI, en fusionnant 25 caisses qui en deviennent 9 – en particulier, les trois caisses Auvergne, Alpes et Rhône n'en feront désormais plus qu'une. Il doit être regardé comme soulevant un unique moyen, tiré d'un vice de procédure : M. A... constate que cette fusion a été faite sur la proposition du seul conseil d'administration de la caisse nationale du RSI (délibérations du 10 février 2015 et du 29 septembre 2015. Selon lui, il aurait fallu organiser un vote pour recueillir l'avis de l'ensemble des administrateurs des caisses de base. Mais ce moyen n'est pas fondé. Les textes sont très clairs sur la procédure de fusion de caisses. Selon l'article R. 611-22 du code de la sécurité sociale, « la fusion de deux ou plusieurs caisses de base peut être opérée, après propositions concordantes de leurs conseils d'administration ou sur proposition de la caisse nationale, par un décret en Conseil d'Etat ». Il y a donc clairement deux modalités alternatives, et non cumulatives, de déclenchement de la fusion : soit une proposition des administrateurs des caisses concernées, soit une proposition de la caisse nationale. Le décret attaqué a été pris au vu de deux délibérations du conseil d'administration de la caisse nationale proposant la fusion. Cette modalité était suffisante.

Par ces motifs nous concluons au rejet de la requête.